



COMPTE RENDU DE LA JOURNEE D'INFORMATION SUR LE NOUVEAU RESEAU DE PROXIMITE

Malgré la volonté de l'UNSA DGFIP 62 de participer à intersyndicale, nous faisons face à un front de la part des autres OS du département de ne pas vouloir nous y intégrer. De même si nous en faisons partie intégrante, l'UNSA garderait ses positions et serait restée à la réunion afin d'informer les adhérents sur le déroulement de la mise en place du nouveau réseau de proximité imposée par la direction.

Nous regrettons le manque de communication de la part de la direction sur les différents retours de la concertation : pas de documents de travail, pas de retour sur les changements sur la carte (version2), pas de comptes rendus des visites des sites, pas de remontées proposées par les agents, etc....

La Direction a tenu sa réunion d'information ce jeudi 17 octobre pour « *faire un point sur l'état d'avancement de la concertation tant en interne qu'en externe et sur les adaptations susceptibles d'être apportées au projet initial* » et présenter sa version 3 de la réforme.

Conformément au mandat qui lui a été donné par les collègues aux dernières élections, l'UNSA DGFIP 62 ne s'est pas défilée et s'est rendue à cette réunion.

Nous avons, depuis le départ, marqué notre opposition au Nouveau réseau de Proximité proposé par le Directeur, et nous continuerons à le faire. Nous sommes là pour défendre l'ensemble des collègues et aussi pour les informer, et faire remonter leurs légitimes inquiétudes sur tous les sujets qui concernent notre vie au travail. Et nous continuerons à le faire, que cela plaise ou pas aux acrimonieux.

- Version 2 :

Direction :

5 EDR à St Pol,
BDV Arras reste à Arras,
BDV Béthune va à Bruay,
BDV Boulogne reste à Boulogne,
L'antenne de la BDV de Boulogne à Calais reste.
BCR Arras reste à Arras,
BCR Boulogne reste à Boulogne,
PCE d'Arras reste sur Arras,
PCE Béthune va à Bruay,

L'antenne PCE Béthune à Lens va à Hénin-Beaumont,
PCE Boulogne reste à Boulogne, antenne Calais maintenue mais Montreuil fermée,
PCRPA Arras reste à Arras,
Antenne PCRPA Arras à Lens est supprimée.
PCRPA Béthune va à Bruay avec antenne St Omer maintenue, mais l'antenne à Calais est supprimée,
PCRPA Boulogne reste à Boulogne et maintien antenne à Montreuil.

Foncier :

PTGC, PELP pas de changement,
SPF St Omer va à Boulogne pas d'antenne,

SIP :

Maintien des SIP dans les SIP-E, fermeture de la partie E (Bruay Henin, St pol),
SIE Montreuil, St Omer, 2 antennes pour l'instant avec un projet de fusion à voir...,
SIP de ST Pol reste une antenne (mission à définir).

Trésoreries :

Pas de changement pour la paierie, la trésorerie amende et les 4 trésoreries hospitalières.

Les 11 SGC ne bougent pas, sont maintenus.

4 trésoreries sont maintenues pour des motifs spécifiques :

Bapaume, très isolée,

Fruges et Fauquembergue, rurale,

St Venant par ses activités hospitalières,

Les accueils de proximité sur ces sites disparaissent ainsi que celle de d'Huqueliers.

Par contre, création de nouveaux accueils de proximité (point bleu) :

Auxi le château,

Hesdin,

Therrouanne (maison France Service),

Les missions des accueils de proximité sont définies comme suit :

Une demie-journée par semaine au minimum jusqu'en 2026, par un agent DGFIP, et les autres journées par une personne extérieure de la DGFIP formée par nos services dans les Maisons France Service et les MSAP.

- Calendrier :

Pour 2020, rien de prévu pour le directeur mais :

les transferts des PCE, BDV et PCRPA de Lens et Béthune sont prévus pour le dernier trimestre 2020.

- Concertation avec les élus :

Plusieurs réunions ont eu lieu avec les élus locaux et une avec le ministre M Darmanin.
M Roulet a vu plus de 450 élus tout confondu (maires, présidents d'EPCI, l'association des maires de France et des maires ruraux, le président du conseil départemental, préfet et sous préfet).

Les élus ont une grande crainte :

de la baisse de qualité du rendu du service public,
de l'organisation des permanences,
de l'organisation des maisons France Service,
de la confidentialité et la sécurité des buralistes,
de l'organisation de la distribution des bons de secours,
de l'avenir des locaux mis à disposition pour la DGFIP,

mais ils comprennent que la DGFIP doit faire des efforts sur les emplois et ils entendent bien les évolutions proposées.

Ils souhaitent le maintien du contact humain et attendent beaucoup sur le rôle de leur futur conseiller dont ils ont besoins et sont satisfaits d'en avoir au moins un par EPCI.

- Concertation avec les agents :

Il est dommageable que seuls 5 agents ont réagi sur l'espace dédié sur ULYSSE 62.

Certains ne comprennent pas que le service soit déplacé juste pour un aménagement du territoire, ils vont être éloignés des secteurs et des services, un manque de cohérence est constaté, ils craignent une dégradation des missions.

Ils ne sont pas surpris par la suppression de certaines petites structures qui ne fonctionnaient pas bien.

Pour certains le travail à distance et le télé-travail seront mis en avant et leur déploiement va connaître une expansion.

Par contre, les agents des trésoreries craignent la perte du contact avec les élus, et se demandent comment va fonctionner les SGC.

- En conclusion :

Le calendrier n'est pas défini dans la mesure où la phase de concertation n'est pas terminée et que le projet définitif n'est pas encore validé par la DG.

Les missions pour les antennes ne sont pas encore bien définies ainsi que la situation matérielle pour les accueils de proximité.

Nous remarquons que cette nouvelle version de la réforme diminue l'impact sur le déplacement des agents, de 80 agents impactés on passe à 17 agents ayant plus de 20 km de trajet entre le domicile et le travail. Mais tout km confondu 15,19 % des agents « déplacés » en juin 2019, on passe à 9,36 % aujourd'hui.